



DCI NATIONALE DU 19 SEPTEMBRE 2016

S'INDIGNER NE SUFFIT PAS, ENGAGEONS NOUS !

Les secousses provoquées par l'adoption de la loi portant réforme du système ferroviaire en 2014 continuent de se faire sentir à tous les niveaux, y compris à la SUGE. C'est pourquoi la CGT a été reçue par la direction de la sûreté le 19 septembre 2016, dans le cadre d'une DCI nationale déposée le 16 septembre dernier.

La direction est restée très « évasive » concernant ses projets. Le silence étant parfois assourdissant, la CGT entend bien faire savoir ce qui n'est pas dit et mettre les cheminots de la SUGE en position de débattre et de décider de leur avenir.

QUELQUES RAPPELS :

La réforme, outre l'éclatement de la SNCF en 3 EPIC, a eu pour conséquence la création d'une CCN du ferroviaire et la négociation d'accords d'entreprises concernant plusieurs volets dont l'aménagement du temps de travail. Cela a d'ailleurs fait l'objet de l'action exemplaire des cheminots, sous l'impulsion de la CGT, au 1er semestre 2016. La direction a fait le choix contestable de traiter ce volet à part, concernant la SUGE. Cette « concertation approfondie » selon ses termes, devait débiter en septembre.

La direction nous annonce qu'à ce jour, aucun calendrier n'est défini !

En parallèle, la direction, comme elle le fait sur l'ensemble de l'entreprise, entend aller plus loin sur la prétendue réduction des coûts à la SUGE. Elle ne compte cependant pas réduire les coups portés au service public ferroviaire et aux cheminots ! Ainsi, la marchandisation de la sûreté est aujourd'hui son nouvel objectif. Sa stratégie qui trouve sa genèse dans sa volonté d'ouverture à la concurrence, le développement de la sous-traitance, la casse de l'emploi cheminot, est confortée par la loi Savary qui porte en elle les ingrédients d'une externalisation de certaines missions assurées par la SUGE.

Coût des Cheminots de la SUGE : l'uberisation de la sûreté !

La direction, appuyée en cela par l'ARAFER, (Autorité de Régulation des Activités ferroviaires et Routières) considère que le coût des agents est trop élevé. Elle envisage déjà la suppression massive de postes, notamment dans l'encadrement, qui pourrait se traduire, dès le début 2017 par la disparition des responsables régionaux sûreté. Elle entend également réduire la voilure sur le nombre d'agences et de sites locaux, la fusion de DZS, tout en favorisant la mise en concurrence de certaines missions avec des sociétés de gardiennage. Ces perspectives proprement scandaleuses s'inscrivent néanmoins dans une démarche globale portée depuis de nombreuses années par la direction, appuyée en cela par le gouvernement. A l'arrivée, ce sont les cheminots de la SUGE qui paient l'addition, quel que soit le collège.



La direction annonce fièrement 150 embauches sur l'ensemble du territoire en 2016 mais envisage la suppression de 60 emplois donc 26 RRS ! Se voulant rassurante, elle précise que ces suppressions ne concernent pas les agents opérationnels mais celles et ceux, le plus souvent maîtres et cadres, qui œuvrent dans des tâches fonctionnelles, pourtant nécessaires à l'organisation de la production à la SUGE. C'est scandaleux !

Comme il n'y en a jamais assez, la direction envisage également la suppression des chargés de communication dans les DZS et précise que tous les cadres touchés par ces réorganisations seraient reçus et feraient l'objet d'une étude de leur parcours professionnel et de leur dossier !

Pas de réponses aux questions pourtant essentielles ...

En revanche, la direction n'a répondu à aucune des attentes formulées dans la DCI concernant les parcours professionnels, l'aménagement des postes en fin de carrière lié à la pénibilité, le déroulement de carrière, la formation professionnelle, l'évolution des missions etc...

Les cheminots de la SUGE, quel que soit la fonction ou le grade, ne pourront rester passifs face à ces attaques sans précédent vis-à-vis d'un service indispensable à la production ferroviaire. La financiarisation de la sûreté au sein de la SNCF, dans une période particulière et dans un contexte de violence sociale, est le signe d'un jusqu'au boutisme que nous devons combattre ! Plus que jamais, nous devons défendre une SUGE en proximité, composée de cheminots au statut, formés aux particularités du chemin de fer et en capacité d'assurer la surveillance et la protection des cheminots, des usagers et des installations, dans de bonnes conditions.

La fédération CGT appelle tous les cheminots de la SUGE à débattre rapidement, avec les militants CGT ainsi que toutes celles et ceux prêts à s'engager, des suites à donner à cette DCI.

La direction ne pourra échapper longtemps à une mobilisation majeure si, d'aventure, elle devait persister dans la voie sans issue qu'elle semble vouloir emprunter.

Les Cheminotes et les cheminots de la SUGE de tous collèges et toutes fonctions sont en état de légitime défense sociale : la riposte doit être proportionnelle à l'attaque !

F É D É R A T I O N C G T D E S C H E M I N O T S

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Fonction :
Grade :
Position de rémunération :
Etablissement :
Tél :
E-mail :

 **J'ADHÈRE À LA CGT**
FÉDÉRATION CGT CHEMINOTS
263, Rue de Paris - Case 546
93 515 MONTEUIL Cedex
Tél : 01 55 82 84 40
orga@cheminotcgt.fr
www.cheminotcgt.fr

BULLETIN D'ADHESION

**Ne dites plus :
« Que fait la CGT ? »
FAITES-LA !**

Nom du secteur : Tél :
Syndicat : Tél :
Nom du contact :
Nom du syndiqué :

